

DEPARTEMENT : COTE D'OR

COMMUNE :
MAGNIEN

Plan Local d'Urbanisme

Arrêté Préfectoral portant classement du barrage de l'étang de Breuil

Vu pour être annexé à la
délibération du 17/06/25
arrêtant le projet d'élaboration du
Plan Local d'Urbanisme



Cachet de la Mairie
et signature du Maire :



Prescription de l'élaboration du PLU le 25 Octobre 2022

Dossier du PLU réalisé par :



Perspectives

PERSPECTIVES

30 bis rue Delaunay, 10000 Troyes

03 25 40 05 90

perspectives@perspectives-urba.com



BIOTOPE Bourgogne Franche-Comté

5 Bis rue de Creuzots

21 000 DIJON



PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

Direction départementale des territoires

Service de l'eau et des risques

Bureau prévention des risques naturels et
hydrauliques

La préfète de la région Bourgogne-Franche-Comté
Préfète de la Côte-d'Or
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

ARRETE PREFECTORAL N° 506 du 20 Juillet 2017 portant classement du barrage de l'étang du BREUIL sur la commune de MAGNIEN

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles R 214-112 à R 214-128 ;

Vu le code civil, et notamment ses articles 1240, 1241, 1242, 1244 portant sur la responsabilité du propriétaire d'un ouvrage ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement, version consolidée au 27 mai 2015 ;

Vu le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

Vu l'arrêté du 29 février 2008 modifié fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques ;

Vu l'arrêté du 12 juin 2008 définissant le plan de l'étude de dangers des barrages et des digues et en précisant le contenu ;

Vu l'arrêté du 21 mai 2010 définissant l'échelle de gravité des événements ou évolutions concernant un barrage ou une digue ou leur exploitation et mettant en cause ou étant susceptibles de mettre en cause la sécurité des personnes ou des biens et précisant les modalités de leur déclaration ;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de la Côte-d'Or (CODERST) en date du 6 juin 2017 ;

Considérant que l'article R214-112 du code de l'environnement définit les classes des barrages de retenues et ouvrages assimilés en fonction de leur hauteur, de leur volume et de la présence d'habitations à l'aval ;

Considérant les caractéristiques géométriques du barrage de l'Etang du BREUIL, notamment sa hauteur (6,60 m) et son volume de retenue (270 000 m³) ainsi que la présence d'habitation à moins de 400 ml à l'aval ;

Considérant que le dit barrage sert de support à la Route Départementale n° 16 et constitue une dépendance nécessaire et un accessoire indispensable de celle-ci sans faire obstacle à sa fonction première et antérieure qui est de retenir les eaux de l'étang au bénéfice de ses propriétaires ;

Considérant que la dite Route Départementale n° 16, implantée en crête de barrage est la propriété du Conseil Départemental de la Côte-d'Or ;

Considérant que la « **SCI des Caves de Borey** » est propriétaire du plan d'eau et de tous les organes hydrauliques nécessaires à son exploitation ;

Considérant l'avis du pétitionnaire sur le projet du présent arrêté porté à sa connaissance;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRETE

ARTICLE 1 – Localisation et propriété de l'ouvrage

Nom de l'ouvrage	Commune d'implantation	Références cadastrales	Coordonnées géographiques (L93) au droit de la vanne de fond
Barrage de l'Etang du BREUIL	MAGNIEN	L 27	X : 811 419 Y : 6 666 962

Le plan de localisation de l'ouvrage figure en annexe 1 du présent arrêté.

L'ouvrage appartient à la **SCI des Caves de Borey** – Route de Pernand – 21420 SAVIGNY-LES-BEAUNE

En sa qualité de propriétaire de l'étang du BREUIL et de ses ouvrages hydrauliques, la SCI des Caves de la Borey est responsable de l'ouvrage.

Elle met en œuvre, dans les délais définis, l'ensemble des dispositions du présent arrêté. Elle est désignée « le propriétaire » dans la suite du présent arrêté.

Par ailleurs, le Conseil Départemental de la Côte-d'Or assure la gestion de la Route Départementale n° 16 située en crête du barrage.

ARTICLE 2 – Classement de l'ouvrage

Caractéristiques du barrage de l'Etang du BREUIL :

H : la plus grande hauteur mesurée verticalement entre le sommet de l'ouvrage et le terrain naturel à l'aplomb du sommet	6,60 mètres
V : capacité de la retenue à la cote d'exploitation normale	0,270 millions de m ³
$I = H^2 V^{1/2}$	22,6
Habitation sise à moins de 400 m à l'aval de l'ouvrage	oui

Au vu de ses caractéristiques, le barrage de l'Etang du BREUIL relève de la **classe C** au titre des critères de classement définis à l'article R214-112 du code de l'environnement :

CLASSE de l'ouvrage	CARACTÉRISTIQUES GÉOMÉTRIQUES
A	$H \geq 20$ et $H^2 \times V^{0.5} \geq 1\,500$
B	Ouvrage non classé en A et pour lequel $H \geq 10$ et $H^2 \times V^{0.5} \geq 200$
C	a/ Ouvrage non classé en A ou B et pour lequel $H \geq 5$ et $H^2 \times V^{0.5} \geq 20$ b/ Ouvrage pour lequel les conditions prévues au a ne sont pas satisfaites mais qui répond aux conditions cumulatives ci-après : i/ $H > 2$; ii/ $V > 0,05$; iii/ il existe une ou plusieurs habitations à l'aval du barrage, jusqu'à une distance par rapport à celui-ci de 400 mètres

ARTICLE 3 – Dossier d'ouvrage et registre

En application de l'article R.214-122 du Code de l'environnement, le propriétaire établit ou fait établir, dès notification du présent arrêté :

- un dossier technique regroupant tous les documents relatifs à l'ouvrage, permettant d'avoir une connaissance la plus complète possible de sa configuration exacte, de sa fondation, de ses ouvrages annexes, de son environnement hydrologique, géomorphologique et géologique ainsi que de son exploitation depuis sa mise en service ;
- un registre sur lequel sont inscrits les principaux renseignements relatifs aux travaux, à l'exploitation, à la surveillance, à l'entretien de l'ouvrage et de son dispositif d'auscultation, aux conditions météorologiques et hydrologiques exceptionnelles et à l'environnement de l'ouvrage.

Le propriétaire tient à jour ces documents, les conserve de façon à ce qu'ils soient accessibles et utilisables en toutes circonstances et les tient à la disposition du service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

ARTICLE 4 – Exploitation et surveillance

En application des articles R.214-122 à R.214-125 du Code de l'environnement, l'exploitant surveille et entretient son ouvrage et ses dépendances. Il procède notamment à des vérifications du bon fonctionnement des organes de sécurité et à des visites techniques approfondies de l'ouvrage.

Pour formaliser ces actions, le propriétaire établit ou fait établir un document décrivant l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa

surveillance en toutes circonstances, notamment les vérifications et visites techniques approfondies, le dispositif d'auscultation, les moyens d'information et d'alerte de la survenance de crues.

Le propriétaire tient à jour ce document, le conserve de façon qu'il soit accessible et utilisable en toutes circonstances et le tient à la disposition du service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

En application du présent arrêté, une première version de ce document est à remettre au service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques dans un délai de un an (1) à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 5 – Rapports périodiques

En application des articles R.214-122 à R.214-126 du Code de l'environnement le propriétaire établit ou fait établir :

- un rapport de surveillance périodique comprenant la synthèse des renseignements figurant dans le registre prévu à l'article 3 du présent arrêté et celle des constatations effectuées lors des vérifications et visites techniques approfondies ;
- un rapport d'auscultation établi périodiquement par un organisme agréé conformément aux dispositions des articles R.214-129 à R.214-132 du Code de l'environnement .

Dans l'intervalle de deux rapports de surveillance, le propriétaire est tenu de procéder, à minima, à une visite technique approfondie.

Le rapport de surveillance, le rapport d'auscultation ainsi que le rapport de la visite technique approfondie sont transmis au service de contrôle dans le mois suivant leur établissement ou leur mise à jour.

ARTICLE 6 – Étude de dangers

Les ouvrages relevant de la classe C ne sont pas concernés par la réalisation d'une étude de dangers.

ARTICLE 7 – Périodicités et échéances

En application du présent arrêté, les documents sont à transmettre au service de contrôle suivant les échéances et périodicités suivantes :

Document	Rapport de surveillance	Rapport d'auscultation	Visites techniques approfondies
Echéance du premier rapport	2 ans après la signature du présent arrêté	2 ans après la signature du présent arrêté	
Périodicité	5 ans	5 ans	Entre deux rapports de surveillance

ARTICLE 8 – Événement important pour la sûreté hydraulique (EISH)

Tout événement ou évolution concernant le barrage ou son exploitation et mettant en cause ou susceptible de mettre en cause, y compris dans des circonstances différentes de celles de leur occurrence, la sécurité des personnes ou des biens est à déclarer, dans les meilleurs délais, au préfet. Toute déclaration est accompagnée d'une proposition de classification selon le niveau de gravité défini par l'arrêté ministériel du 21/05/2010. En fonction du niveau de la gravité qu'il constate, le préfet peut demander au propriétaire un rapport sur l'événement.

En outre, une visite technique approfondie est effectuée à l'issue de tout événement ou évolution déclaré en application de l'alinéa précédent et susceptible de provoquer un endommagement de l'ouvrage.

ARTICLE 9 – Contrôles et sanctions

Les agents du service de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté), habilités par le ministre chargé de l'énergie, peuvent procéder à tout moment, à des visites de contrôle de l'ouvrage destinées à vérifier le respect des dispositions du présent arrêté.

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, et sans préjudice des sanctions pénales éventuellement encourues, le propriétaire est passible des sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 10 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent strictement réservés.

ARTICLE 11 – Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas les pétitionnaires d'obtenir les autorisations ou de faire les déclarations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 12 – Notification et publication

Le présent arrêté est notifié au propriétaire.

Une copie du présent arrêté est affichée en mairie de MAGNIEN pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 13 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Dijon, 22 rue d'Assas 21000 DIJON territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

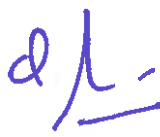
- par les tiers, dans un délai de quatre (4) mois à compter du 1^{er} jour de la publication ou de l'affichage en mairie du présent arrêté préfectoral ;
- par les bénéficiaires, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté leur a été notifié.

Dans le même délai de deux (2) mois, les bénéficiaires peuvent présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux (2) mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande.

ARTICLE 14 – Exécution

M le secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or, M. le maire de la commune de MAGNIEN, M. le Directeur Départemental des Territoires de Côte-d'Or, (Service de l'Eau et des Risques), M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Bourgogne-Franche-Comté, M. le commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Fait à Dijon, le 20 JUIL, 2017
La préfète


Christiane BARRET

Annexe 1 : Plan de localisation de l'Etang du Breuil à MAGNIEN



Etang du BREUIL

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
à notre arrêté en date de ce jour
Dijon, le 20 JUIL. 2017
LE PRÉFET



d.l.
Christiane BARRET

